



Ohé partisans, ouvriers et paysans...
Quand les luttes sociales rencontrent l'écologie

*Article paru dans A Gauche, avril 2010
par Mathieu Agostini et Corinne Morel Darleux*

Le Parti de Gauche a soutenu ces dernières semaines de nombreuses luttes, notamment celle des salariés des raffineries de Total à Dunkerque, chez Sanofi Aventis, ou encore la grève des cheminots à la SNCF. Point commun de ces mobilisations : la convergence des préoccupations sociales et écologiques, qui de plus en plus s'expriment de concert. Autre constat, lors de notre visite au Salon de l'agriculture, nous avons senti l'émergence à la fois des préoccupations environnementales, mais aussi d'une critique croissante du système libéral de la part des organisations agricoles ; nous y avons entendu un vocabulaire de classe émerger et rejoindre celui des salariés en lutte. Nous assistons ainsi à une traduction dans les luttes de ce que nous pressentions dans notre projet : partisans, ouvriers et paysans retrouvent un langage et des batailles communes, où se croisent social et écologie.

L'exemple le plus frappant est sans doute celui du mouvement de grève des cheminots à la SNCF : voilà un service public dont la mission devrait croiser de manière éclatante les préoccupations à la fois d'égalité républicaine, de justice sociale et d'exigence environnementale ! Les cheminots en grève ne défendent pas uniquement leurs conditions de travail et leurs emplois. Ils défendent beaucoup plus largement les moyens permettant à la SNCF d'assurer le droit à la mobilité pour tous à des tarifs accessibles, de développer le transfert du transport de marchandises de la route vers le rail, de diminuer le flux de voitures individuelles sur les routes, et enfin d'assurer un développement harmonieux des territoires, notamment en zone rurale. Cela suppose des moyens, des effectifs, des travailleurs formés, une réelle volonté de développement du fret, et un service public préservé de la pression actionnariale... Tout l'inverse de ce que le gouvernement met en œuvre actuellement.

La mobilisation chez Total à Dunkerque illustre quant à elle la nécessité d'anticiper la reconversion écologique et sociale des secteurs les plus polluants et qui sont menacés à terme par l'épuisement de certaines ressources naturelles. En 2008 déjà, des syndicalistes d'EDF appelaient, avec le soutien de Politis, d'ATTAC ou encore des Amis de la terre, un appel à la diversification du bouquet énergétique français. Aujourd'hui, ce sont les syndicalistes de Solidaires qui soulignent dans leur appel que maintenir l'activité dans les raffineries de Total doit être aussi le moment de penser la transition énergétique du secteur pour garantir les emplois et une société soutenable.

En effet, faute d'organiser ce que nous appelons, au Parti de Gauche la planification écologique, organisée sur le long terme, ces secteurs continueront de subir une succession de crises faussement conjoncturelles, traitées à coup de pansements et de mesures de sauvetage qui ne répondent en rien aux causes profondes de ces crises, comme on le voit pour l'industrie automobile depuis des années. Et la course au moindre coût se poursuivra, avec les délocalisations, la recherche effrénée du moins disant social et environnemental, et au final la perte de souveraineté industrielle largement amorcée dans notre pays.

Lorsque le Parti de Gauche soutient les salariés de Sanofi Aventis, c'est aussi un moyen de dénoncer la perte de souveraineté citoyenne sur les questions de santé publique, de plus en plus liées à l'environnement, et la casse de notre système de sécurité sociale. Qui peut imaginer que l'industrie pharmaceutique puisse répondre à des problématiques d'intérêt général alors même que la réalisation de ses profits passe nécessairement par la surmédication et le maintien de prix artificiellement hauts, participant ainsi au déficit du système solidaire de santé ? S'il s'agit réellement de répondre aux enjeux de santé publique, pourquoi ce secteur est-il alors parmi les premiers à rejeter autant de substances cancérigènes dans la nature, contaminant les sols et l'eau ? Quel intérêt l'industrie pharmaceutique aurait-elle enfin à voir se développer une médecine de prévention et une véritable politique de santé – environnement ?

On retrouve cette même contradiction à l'œuvre dans le secteur de l'énergie : l'énergie la moins chère, la moins polluante est celle que l'on ne consomme pas. Imagine-t-on un groupe privé, dont la survie est basée sur l'accroissement de la production et de la consommation, reconnaître cette évidence ? Seul un service public de l'énergie, regroupant EDF-GDF et Total, permettrait de se fixer des objectifs volontaristes et sur le long terme d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et de réponse aux besoins par le développement des productions d'origine renouvelable. Des études, comme le scénario Negawatt, montrent qu'avec un tel programme, il devient possible d'envisager la sortie progressive et réfléchie du nucléaire tout en diminuant les émissions de gaz à effet de serre. Tout ceci est incompatible avec le maintien de la production d'énergie dans le secteur privé dont l'intérêt est au contraire de favoriser la surconsommation pour augmenter ses profits et répondre ainsi à la pression actionnariale.

Transports, santé, énergie : autant de droits fondamentaux qui requièrent une nouvelle maîtrise publique et citoyenne. Face à la stratégie de démantèlement des services publics et du tissu industriel français à l'œuvre aujourd'hui à la SNCF, EDF, GDF-Suez, chez Sanofi ou Total, face à l'entreprise permanente des groupes capitalistes de se débarrasser de leurs contraintes sociales et écologiques, tout atteste de la nécessité de replacer le débat et les luttes dans leurs dimensions d'intérêt général et donc d'implication de tous les peuples. Pas les syndicalistes d'un côté et les écolos de l'autre, pas le Nord contre le Sud, pas les générations actuelles contre celles à venir. Tous ensemble.

Défendre les travailleurs et défendre l'environnement, c'est agir dans un même sens : celui de la critique du système capitaliste et productiviste, celui de la remise en cause de nos modes de production et de consommation et de la redéfinition du progrès humain. C'est permettre à la société de se saisir de la question de la sortie du capitalisme et donc de la transition écologique et sociale. Pas pour régresser, mais au contraire pour que tous aient

les moyens de vivre bien. Nous devons sans relâche lier luttes sociales et combats écologiques pour en faire le champ d'une conscience de classe recomposée, autour de la dénonciation du système dominant et de sa double exploitation des travailleurs et des écosystèmes.

Alors, nous pourrons nous atteler à cette réflexion d'ampleur, impliquant l'ensemble des salariés, syndicats, associations, consommateurs et usagers, chercheurs et politiques, à laquelle la crise économique, sociale et environnementale nous appelle. Car c'est ensemble que nous devons nous battre pour conserver un rapport de force permanent dans les décisions économiques, commerciales et industrielles de notre pays. Ensemble, nous devons redéfinir un projet industriel pour la France qui tienne les deux bouts de la justice sociale et de l'impératif écologique, en se fixant comme objectifs à la fois le plein emploi, la relocalisation des activités, le respect de l'environnement, et la socialisation des moyens de production.

Les relais politiques existent dans ces luttes sociales et écologiques, nous en sommes. Penser les combats écologiques et sociaux de la rue aux urnes, tel est le projet du Parti de Gauche, tel sera celui d'un gouvernement du Front de Gauche.